

un 1^{er} MAI offensif



Un 1^{er} mai 2017 face aux dangers

La période que nous traversons est particulièrement chaotique. Sur le plan international, les conflits armés font de nombreuses victimes, et d'autres conflits se préparent. Si la CGT est toujours solidaire des peuples opprimés par les puissances impérialistes, la CGT n'a qu'un seul camp : celui de la paix ! C'est bien pour cette raison que la CGT exige que la France se retire de l'OTAN, véritable machine de guerre née en 1949 au début de la « guerre froide ».

En Europe, face aux effets dévastateurs du capitalisme, des citoyens se trompent de colère en optant pour des thèses nationalistes, xénophobes et racistes. Ces thèses sont aux antipodes des valeurs de la CGT et du syndicalisme qui, par nature, est internationaliste.

Depuis plus de 150 ans, le mouvement ouvrier s'organise au niveau international, portant dès sa création une exigence de paix et des revendications communes, telle la journée de 8 heures. C'est justement en revendiquant la journée de 8 heures que les ouvriers de Chicago ont été réprimés dans le sang le 1^{er} mai 1886. A Paris, en 1889, l'internationale ouvrière décidait que chaque 1^{er} mai serait désormais une journée internationale de lutte des travailleurs. Face aux révisionnistes et aux récupérateurs, tel Pétain ou Le Pen, c'est l'honneur du syndicalisme que de faire vivre partout dans le monde, chaque 1^{er} mai, une journée de lutte pour la paix et pour la satisfaction des revendications.

Des conditions de vie et de travail dégradées

La situation économique et sociale est préoccupante. Les salarié-e-s sont attaqué-e-s partout dans le monde depuis des années par les contre-réformes des gouvernements et par les mauvais coups du patronat.

En France, la loi El khomri conduit à faciliter les licenciements, à court-circuiter le code du travail, à augmenter le temps de travail ou à baisser les rémunérations sur fond de chantage à l'emploi. La loi Macron banalise le travail de nuit et le travail dominical.

Les politiques libérales -qui s'appuient sur les traités et directives de l'union européenne- se sont traduites par de nouveaux cadeaux aux patrons (CICE, Pacte de responsabilité) et par l'austérité pour la population. Le chômage et la précarité ont encore augmenté, au même rythme que les profits des grandes entreprises (en 2016, les entreprises du CAC 40 ont distribué pas moins de 55,7 milliards d'euros sous forme de dividendes et de rachat d'actions).

Les services publics ont été dégradés sous prétexte de baisse des déficits publics, se traduisant par toujours plus de difficulté à satisfaire les besoins fondamentaux : éducation, santé, présence postale...

La sécurité sociale et l'hôpital public sont attaqués à tel point que l'espérance de vie est en recul. Quant à la réforme territoriale mise en œuvre par le gouvernement, elle accroît les inégalités entre citoyens dans leur accès aux services publics territoriaux (crèches, action sociale...).

Il faut que cessent les fléaux provoqués par les politiques antisociales, d'austérité et autoritaires :

- chômage, précarité, dumping social,
- souffrance au travail,
- guerre,
- états d'urgence,
- corruption et fraude fiscale,
- répression partout dans le monde de celles et ceux qui relèvent la tête.

Des revendications à faire aboutir par la lutte

La responsabilité des organisations syndicales est de construire les conditions d'un grand mouvement syndical, comme cela a été le cas en 2016 contre la loi El Khomri.

Nous devons multiplier les luttes pour :

- l'augmentation générale des salaires, des allocations chômage et des pensions sur la base d'un SMIC à 1800 € brut,
- l'abrogation de la loi El Khomri,
- l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- les 32 heures hebdomadaires,
- la retraite à 60 ans,
- le droit effectif et opposable au logement,
- la reconquête des services publics,
- le développement de l'industrie,
- les libertés et la démocratie : abroger l'état d'urgence, une loi d'amnistie pour les syndicalistes,
- la paix et le désarmement.

Ce sont une autre utilisation de l'argent et une autre répartition des richesses que nous pourrions gagner par la lutte syndicale ! Il s'agit de contraindre nos dirigeants à miser sur le développement économique et social, sur les travailleur-se-s qui sont les seul-e-s, par leur travail, à créer les richesses.

Nous affirmons les axes prioritaires suivants : l'éducation, la culture, la santé, la recherche, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, l'investissement productif, la formation professionnelle, la paix, l'accueil des migrants, les mêmes droits pour les français et les immigrés.

Pour nos revendications syndicales, pour la paix, pour la solidarité et la coopération internationales

**Manifestation unitaire
le 1^{er} mai 2017**

Place de la République, 14 h 30

